

## Au lendemain de la visite du directeur de cabinet du chef de l'État à Port-Gentil L'unité retrouvée



Photo : DR/ L'Union

Un accueil réussi grâce à la maturité politique des uns et des autres.

Christian KOUIGA  
Libreville/Gabon

EN politique, les relations entre adeptes – davantage lorsqu'ils fourmillent dans le même marigot politique – sont généralement à l'image d'un miroir aux alouettes. Une sorte de tromperie qui fascine. Mais la politique, heureusement, c'est aussi l'art de savoir taire les ego. Lorsque cela est nécessaire. Pour privilégier l'essentiel : ce qui unit.

Et c'est justement à ce niveau qu'il faut évaluer et apprécier l'élégance (morale et politique) dont auront fait montre les acteurs politiques de l'Ogooué-Maritime en général, et de Port-Gentil en particulier, lors du passage, du 17 au 19 septembre 2019, du messenger du président de la République, Brice Laccruche Alihanga, dans leur région. C'est ainsi que main dans la main, regardant ensemble dans la même direction, ne pensant qu'à

la réussite de l'événement, les filles et les fils de la ville du sable ont réussi à gêner, mais alors aux entourures, ceux qui pensaient, finalement à tort, que cette visite était la tribune offerte aux opposants locaux pour faire abstraction de l'hospitalité dont l'Ogooué-Maritime, par-delà tout, a toujours su réserver à ses visiteurs et hôtes de marque. Pour la réussite de cet événement, ils ont su accorder leurs violons. Au final, on a eu droit



Photo : DR/ L'Union

Les politiques locaux, autour de leur doyen Michel Essonghe, ont su relever le défi d'unité mardi dernier.

à une belle symphonie. Aucune fausse note n'a été enregistrée. "Nous savons être unis lorsqu'il le faut. Par cette mobilisation monstre, qui vaut la palme d'or, les Portgentillais ont voulu manifester leur sympathie au chef de l'État Ali Bongo Ondimba, et lui dire que nous le soutenons dans sa politique et surtout dans l'épreuve humaine qu'il traverse. Toutefois, il faut avouer que tout le mérite de cette réussite revient à certains hommes politiques qui s'investissent véritable-

ment pour les populations locales. Il suffit de faire un tour dans certains arrondissements, comme aux deuxième et premier... pour s'en convaincre. Coup de chapeau à celle ou celle qui a pu rencontrer l'opposant Féfé Onanga, qui menaçait de tout gaspiller. Je suis tenté de dire, sans risque de me tromper, que le courage de cette personne est véritablement au centre de l'accalmie qui a prévalu tout au long du séjour du messenger du chef de l'État à Port-Gentil. Mais à tous,

ils et filles de Port-Gentil et de l'Ogooué-Maritime, je dis bravo pour cette démonstration d'unité", a déclaré, très enjoué, Henri Paul K., un natif. De là donc à convenir, avec lui, que l'émergence d'une nouvelle classe politique à Port-Gentil est, à coup sûr, à l'origine de ce dégel, positif à tout le moins, qui redonne peu à peu des couleurs au Parti démocratique gabonais (PDG, dans une ville de Port-Gentil reconnue très frondeuse, il n'y a qu'un pas.

## Occupation du domaine public

### L'autre casse-tête des autorités municipales

René Akone DZOPE  
Port-Gentil/Gabon

L'institution municipale se montre, à ce qui se voit, impuissante face à certains riverains qui construisent en bordure de route.

QUAND la loi, les règles et les principes qui guident la société sont bafoués, on glisse forcément vers le désordre et, donc, la jungle où ne règne que la loi du plus fort. D'après certaines informations glanées çà et là, les autorités municipales ont maille à partir avec certains Portgentillais dont les maisons d'habitation et autres commerces sont situés à proximité de la route. Qui empiètent sur le domaine public. Au centre-ville – et même à la périphérie – le phénomène est visible partout, avec l'érection des barrières, des étals, des boutiques et autres maisons bâties à ras des caniveaux. Les services de la mairie centrale et ceux du gouvernement ne font pas exception. "Port-Gentil est une ville bien tracée,



Photo : Julie Nguimbi

Cette construction anarchique en plein centre-ville, comme un pied de nez aux autorités.

mais les services compétents n'ont pas discipliné les pionniers de la ville en matière d'occupation d'espace", constate, pour le regretter, un chef de quartier, qui a ajouté que "ce laxisme se poursuit avec ces commerçants influents qui ont occupé nos grands marchés de la Balise et du Grand village (...). La mairie avait es-

sayé de brandir le bâton, mais sans succès. La mairie a donc esquivé tout le monde pour s'en prendre aux commerçants, jugés comme proie facile, pour renflouer ses caisses". "Une attitude à géométrie variable", puisque les commerçants, a-t-on appris, sont visés par la mairie dont les agents étaient allés prendre les

dimensions des boxes et fixer les montants, qui atteignaient parfois 3 millions, à raison de 15 000 à 25 000 F le mètre carré, a confié notre interlocuteur, qui croit savoir aussi que la loi stipule que ce sont tous les riverains qui occupent le domaine public qui doivent payer la pénalité, qui varie selon le milieu et l'importance.



Photo : Julie Nguimbi

L'hôtel de ville a du pain sur la planche.

En outre, "les services municipaux et d'autres impliqués dans le dossier ont été incapables de nous montrer où commence et s'arrête le domaine public. Je ne vous l'apprends pas: dans bien de cas, ce sont les routes, une fois élargies, qui ont rejoint les habitations". Mais qui de la mairie, du cadastre ou des TP doit descendre sur le terrain pour déterminer le domaine public et contraindre ceux concernés à régulariser leurs situations? La question reste entière, pendant que des gens continuent d'investir paisiblement sur le domaine public.

"La mairie et le cadastre se contentent de marquer "Arrêt des travaux" et ne reviennent presque jamais sur leurs traces. Alors, l'auteur du chantier efface l'inscription, continue ses travaux en espérant être dédommagé en cas de déguerpissement", éclaire un notable. À cette allure, même les tracés des voiries seront obstrués. Ce qui pénaliserait ceux qui habitent les bas-fonds. Il revient donc à la nouvelle équipe municipale d'être un peu plus regardant sur cet état de fait, qui est en train de prendre l'ampleur.